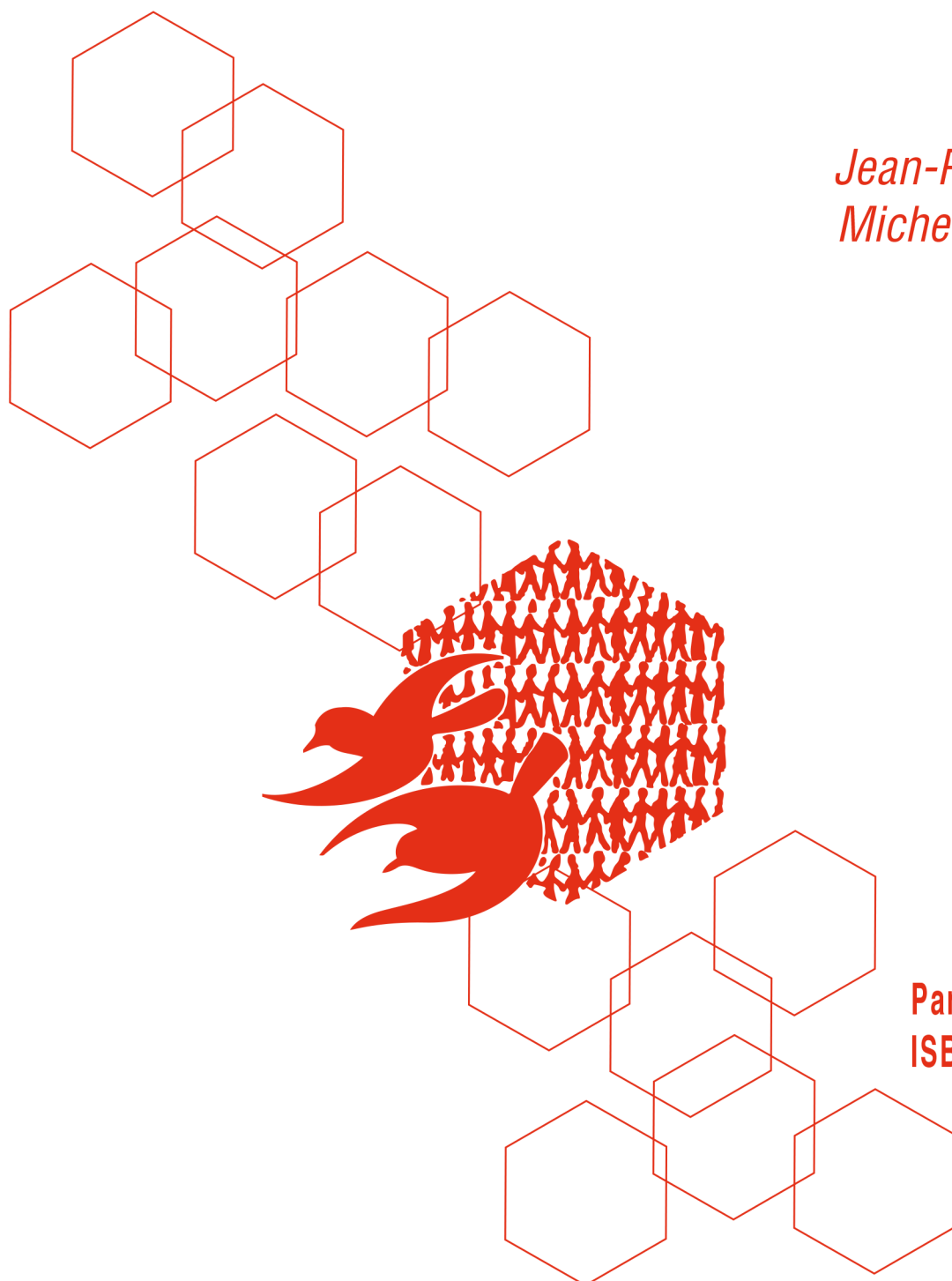


Familles en transformation

Quand les modes de construction familiale se réinventent

*Jean-Paul Sanderson,
Michel Oris (éditeurs)*



Paris, 2018
ISBN 978-2-9521220-7-8

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE
A I D E L F • 133, boulevard Davout – 75980 Paris Cedex 20 (France) – <http://www.aidelf.org>

Familles en transformation. Quand les modes de construction familiale se réinventent

Jean-Paul Sanderson, Michel Oris
(éditeurs)

Jean-Paul Sanderson, Michel Oris
Éditorial

Bilampoa Gnomou-Thiombiano et Agnès Adjmagbo
Organisation et conditions de vie des ménages en milieu urbain ouest africain :
des situations masculines et féminines

Nicolas Belliot, Nicolas Rebière
Se pacser ou se marier pour acheter ?
Accession à la propriété et statut matrimonial en France

Nadine Lefaucœur
Modes de constitution et dynamiques
des configurations familiales à la Martinique

Joëlle Kabile
Conceptions de la famille et représentations de la paternité
chez des hommes martiniquais

Kamel Kateb, Guy Brunet
Les familles israélites d'Algérie au XIX^e siècle :
de l'indigénat à l'assimilation

Caroline Rusterholz
Entre tradition et émancipation,
analyse des comportements familiaux en Suisse (1955-1970)

Carole Beaugendre, Didier Breton, Stéphanie Condon
Faire couple aux Antilles : contre vents et marées ?

**Valérie Delaunay, Agnès Adjmagbo, Norbert Kpadonou, Bénédicte Gastineau, Emilien
Kokou Vignikin, Bilampoa Gnomou-Thiombiano, Soumaïla Ouedraogo**
Monoparentalité en Afrique : une réalité complexe.
Analyse comparative Bénin, Burkina Faso et Togo

Arnaud Régnier-Loilier

Trajectoires conjugales des personnes
en relation amoureuse stable non cohabitante

Florent Domergue

Portrait de familles des immigrés et des descendants :
des disparités selon les origines

Franck Temporal, Carole Beaugendre, Claude-Valentin Marie

Les familles transnationales des immigrés
de Guyane : quelles réalités ?

Mohamed Khachani

La femme marocaine en migration : du regroupement familial
à l'émigration autonome et individuelle

Robin Cavagnoud

Vulnérabilités environnementales et stratégies migratoires des familles
dans les communautés rurales de la région de Puno (lac Titicaca, Pérou)

Reto Schumacher, Aurélien Moreau

La mobilité résidentielle des personnes âgées dans le canton de Vaud

Vulnérabilités environnementales et stratégies migratoires des familles dans les communautés rurales de la région de Puno (lac Titicaca, Pérou)¹

CAVAGNOUD Robin*

■ Résumé

Au Pérou et en particulier dans les zones rurales de la Cordillère des Andes, de nombreuses familles vivant de l'agriculture et de l'élevage sont exposées à des vulnérabilités croissantes liées à la dégradation de leur écosystème. Cet article présente les résultats d'une enquête réalisée dans cinq communautés rurales situées autour du lac Titicaca, dans la région de Puno, au Pérou, et affectées par des problèmes renvoyant notamment à des épisodes de sécheresse. À partir de données sociodémographiques, nous décrivons d'abord le profil des familles enquêtées et l'importance des formes de vulnérabilité environnementale rencontrées, puis nous observerons dans quelle mesure celles-ci ont recours à des stratégies de mobilité comme forme d'adaptation aux problèmes environnementaux impliquant une perturbation de leurs moyens d'existence.

■ Summary

In Peru and particularly in the rural areas of the Andes, many families living from agriculture and breeding are exposed to increasing vulnerabilities linked to degradation of their ecosystems. This article presents results of a survey carried out in five rural communities around Titicaca Lake in the Puno region, Peru, and affected by problems related to drought episodes. On the basis of socio-demographic data, we will first describe the profile of families surveyed and the importance of the forms of environmental vulnerability they face, and then we will examine if these families use mobility strategies as a form of adaptation to environmental problems involving a disruption of their livelihoods.

Mots-clés : vulnérabilité environnementale, adaptation, famille, migration, lac Titicaca, Pérou

¹ Cette recherche a été financée par la Direction de gestion de la recherche de la Pontificia Universidad Católica del Perú (PUCP) et coordonnée par l'Institut de la nature, du territoire et des énergies renouvelables (INTE) de la même université pendant la période 2015 – 2016. Les membres de ce projet sont l'auteur du texte, Augusto Castro (INTE – PUCP), Carlos Eduardo Aramburú (PUCP), Sophie Lewandowski (LPED – IRD) et Luis Bordo. L'enquête de terrain dans le département de Puno a été réalisée par l'équipe d'enquêteurs de l'Institut des droits de l'homme et de l'environnement (DHUMA) que l'auteur tient à remercier chaleureusement.

* Socio-démographe, professeur au département de sciences sociales de la Pontificia Universidad Católica del Perú (PUCP), groupe de recherche *Edades de la Vida y Educación* (EVE) et chercheur associé à l'Institut français d'études andines (IFEA, UMIFRE 17, MAE/CNRS). Courriel : rcavagnoud@pucp.pe

Introduction

Cet article, issu d'une communication présentée lors du XIX^e colloque international de l'AIDELF en juin 2016 à Strasbourg, présente les résultats d'une recherche portant sur les stratégies des familles face aux contraintes environnementales dans cinq communautés paysannes de la région de Puno (lac Titicaca, Cordillère andine) au Pérou. Sur ces territoires, l'altération des ressources hydriques modifie le calendrier agricole et affecte le niveau de vie des familles déjà soumis à de multiples formes de précarité, comme en témoignent les taux de pauvreté qui atteignent 52,5 % dans les zones rurales andines².

Nous exposons ici les données permettant d'examiner dans quelle mesure les familles des zones rurales des communautés rurales de la région de Puno s'appuient sur des stratégies de mobilité pour atténuer les conséquences des dégradations de l'environnement sur leurs conditions de vie. Pour cela, nous analysons les activités de chaque membre des familles et notamment la distribution entre le travail et les études parmi les différentes générations – adolescents, jeunes, adultes – dans le recours au monde urbain. L'originalité de ce travail réside dans son attention portée au rôle des différentes générations face aux changements environnementaux et en particulier des jeunes : leur importance démographique les rend incontournables pour comprendre la structuration actuelle des économies domestiques locales et les mutations en cours sur les territoires ruraux des pays dits « du Sud » au regard de contraintes environnementales accrues (Chaléard et Mesclier, 2010).

Dans un premier temps, nous présenterons les aspects méthodologiques de l'enquête réalisée entre octobre et décembre 2015 puis entre août et septembre 2016, et la problématique abordée dans cette recherche. Dans un second temps, nous présenterons le profil socio-économique des familles enquêtées et quelques indicateurs permettant de caractériser leurs conditions de vie. Plus loin, nous détaillerons les contraintes environnementales mises en évidence dans les zones rurales de l'Altiplano et en particulier dans les communautés rurales proches du lac Titicaca. Enfin, nous observerons la part des stratégies migratoires mises en place par les familles comme formes d'adaptation aux contraintes environnementales altérant leur niveau de vie. Face à la quantité importante de données collectées au cours de l'enquête, nous nous concentrerons sur la présentation des résultats clés permettant de comprendre dans quelle mesure les familles ont recours à la mobilité pour faire face aux contraintes environnementales qui affectent leurs conditions de vie dans les communautés rurales étudiées.

Aspects méthodologiques

Le Pérou face aux contraintes et dégradations environnementales

Le Pérou est l'un des pays d'Amérique du Sud les plus vulnérables aux contraintes climatiques et à l'insécurité alimentaire (Amat y León, 2008 ; GIEC, 2014 ; Programme alimentaire mondial, 2014). Il se trouve en effet confronté à des dégradations environnementales qui se manifestent sous différentes

² Source : Institut national de statistique et informatique (INEI) – Enquête nationale des ménages (ENAHO), 2014.

formes selon les régions côtières, altiplaniques ou amazoniennes³. Dans les zones rurales de la Cordillère andine, le manque croissant de précipitations et la diminution du ruissellement des bassins glaciaires affectent les réserves des nappes phréatiques, puits et lacs qui fournissent la population en eau pour les troupeaux, l'agriculture, la consommation humaine, la production d'énergie et l'intégrité des écosystèmes. Ces carences d'approvisionnement en eau et la disparition des pâturages pour les animaux au-delà de 3 500 mètres d'altitude expliquent en partie l'abandon de l'élevage de la part de nombreuses familles. Les modifications de températures et des systèmes hydriques ont induit en outre une irrégularité dans l'alternance entre la saison des pluies (novembre à mars) et la saison sèche (avril à octobre) dans la Cordillère des Andes. Cette variabilité du climat consécutive à la multiplication des épisodes de sécheresse affecte directement l'agriculture de subsistance, les systèmes de production et d'organisation du travail au sein des familles paysannes, provoquant une forme d'insécurité alimentaire (Janin et Suremain, 2012). L'économie domestique andine reposant majoritairement sur le secteur primaire (Charbonneau, 2009), la dépendance des familles au milieu naturel est en effet élevée. Le niveau de vie des familles rurales, déjà confrontées à différentes formes de vulnérabilité socio-économique, est affecté d'une part par des problèmes d'accès aux ressources notamment dus à la pression démographique que connaissent les zones rurales des Andes ; et d'autre part, par une dégradation de ces mêmes ressources du point de vue qualitatif.

Problématique et question de recherche

Si migrations et contraintes environnementales ont récemment été étudiées conjointement au Pérou (Altamirano, 2014), le lien entre les deux phénomènes mérite d'être approfondi (Véron et Golaz, 2015). Ce pays montre une tradition migratoire séculaire où la mobilité spatiale, à différentes échelles, représente une stratégie intégrée au cycle de vie des ménages et à leur développement (Rodríguez Doig, 1999). À côté des migrations internationales qui concernent des proportions significatives de la population (Godard et Sandóval, 2008), les formes de mobilité internes, régionales ou locales constituent également au Pérou un phénomène de premier plan, notamment avec les migrations des zones rurales vers les villes, ou dans leur version circulatoire, faites de plusieurs étapes, de retours et de résidences multiples. L'augmentation de la population dans les campagnes entraîne la mise en place de systèmes familiaux multi-localisés (Cortes *et al.*, 2014) entre le milieu rural andin et les zones urbaines. Dans cette perspective, la migration temporaire peut être interprétée comme la recherche d'un style de vie articulée avec une stratégie de subsistance et de diversification des activités réalisées par les membres masculins de la famille au fil de l'année en complément de la production agricole (Aramburú, 1986, p. 113). De fait, « quand la disponibilité de terre et des ressources productives se voit réduite, la famille paysanne dépendra de façon accrue des revenus qu'elle peut obtenir de la vente de sa force de travail sur les marchés locaux et nationaux » (Ibid, p. 17).

Sur le plan théorique, plusieurs approches sont à prendre en compte pour comprendre les logiques migratoires à l'œuvre dans le contexte étudié. D'abord, l'approche structuraliste souligne la dépendance socio spatiale des campagnes vis-à-vis des villes dans une dynamique de centre/périphérie et de migration des territoires ruraux en faveur du développement économique urbain, alors que l'approche

³ Désertification des terres agricoles sur l'Altiplano et la côte pacifique, augmentation en fréquence et en intensité des cycles alternant sécheresse et inondations en Amazonie, retrait glaciaire dans la cordillère des Andes depuis les années 1970.

fonctionnaliste privilégie l'analyse des caractéristiques des individus qui migrent comme déterminants de leurs conditions d'activité et du type de migration (Piñeira, Acosta & Zepeda, 2015, p. 38). Par ailleurs, l'approche néo-classique considère la migration comme une décision rationnelle centrée sur une optimisation de l'insertion professionnelle et de la génération de revenus en faveur de l'unité familiale, favorisant la mobilité d'un nombre important de ses membres vers les marchés de travail externes (Stark & Bloom, 1985).

L'hypothèse initialement présentée dans ce travail était que face à un accroissement des contraintes environnementales et une dégradation des ressources disponibles, les familles vivant de l'agriculture tendaient majoritairement à ne pas abandonner leurs terres et leur patrimoine culturel. La mise en place de systèmes familiaux basés sur la multi-résidence représenterait alors une réponse aux changements écologiques majeurs. Cette stratégie de mobilité favoriserait en effet une diversification des sources de revenus des familles en les rendant moins dépendantes de l'agriculture (Ellis, 1997). Alors que l'option migratoire permanente est difficilement envisageable pour les ménages les plus pauvres, la multi-résidence s'appuie sur une répartition des membres de la famille entre au moins deux domiciles et sur une réorganisation du travail et des responsabilités domestiques entre la campagne et la ville qu'il convient de décrire dans son évolution, notamment en ce qui concerne le rôle de chaque individu au sein du ménage.

L'article se base sur une étude des processus de dégradation lents plutôt que des catastrophes à occurrence rapide impliquant des réactions soudaines face aux désastres (édification d'abris de fortune, besoin de l'aide extérieure, gestion de la crise par les autorités, etc.). Son objectif est de décrypter le rapport entre contraintes du milieu naturel et mouvements de population et se situe en cela à l'interface des questions environnementales, démographiques et migratoires avec une échelle d'analyse au niveau des familles, de leur structure et de leur organisation. Plutôt que de nous centrer sur les notions de « réfugiés climatiques ou environnementaux », de « migrants climatiques » ou d'« éco-migrants » (Hugo, 2008 ; Myers, 2002 ; Kaenzig et Piguet, 2011), nous proposons d'examiner les situations de mobilité complexes que vivent les familles face à des perturbations écologiques de leur cadre de vie et des causes multiples de précarisation. De même, cet article propose de porter une attention particulière sur les groupes d'âges de 15 à 30 ans qui représentent actuellement un poids démographique dominant sur la pyramide des âges du Pérou (environ 40 % de la population totale)⁴.

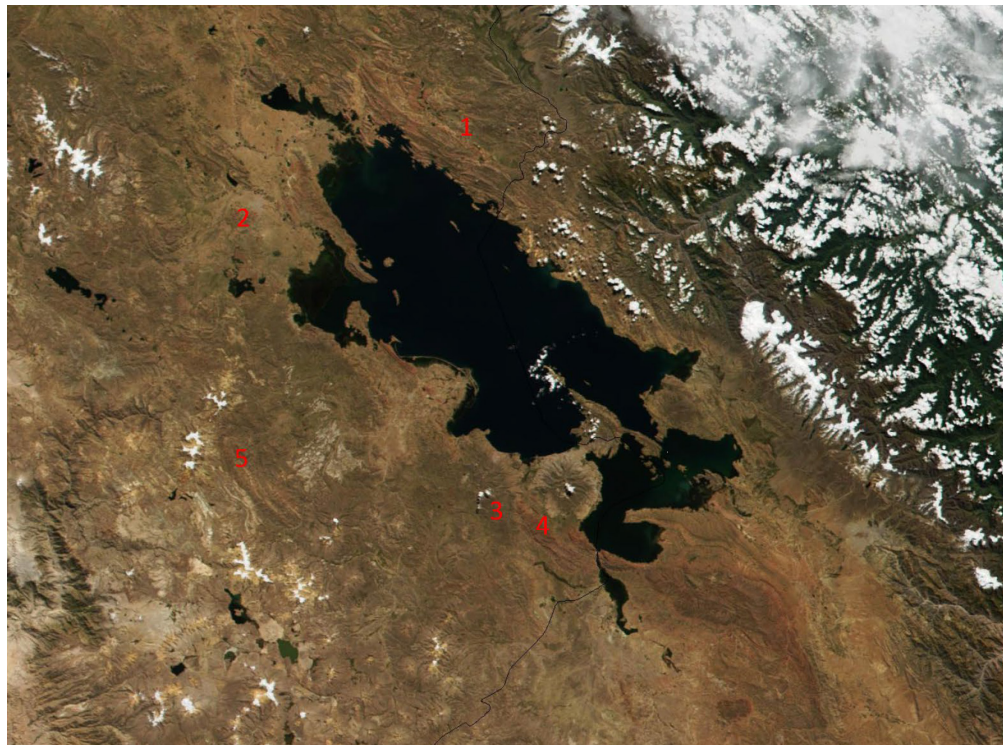
Échantillon et population enquêtée

Notre communication s'appuie sur les résultats d'une enquête réalisée, entre octobre et décembre 2015 puis entre août et septembre 2016, auprès d'un échantillon de 203 familles résidant dans cinq communautés rurales du département de Puno à proximité du lac Titicaca : San José de Yungo, Chili Chambilla, Sico Pomaoca, Chila Pucará et Jatucachi. Un questionnaire portant sur les conditions de vie des familles, la composition du ménage, les membres migrants et les contraintes environnementales qui les affectent dans la communauté d'origine a été appliqué par une équipe d'enquêteurs multilingues de l'ONG *Derechos Humanos y Medio Ambiente*. Dans 10,9 % des cas, la langue utilisée pour l'application du questionnaire a été l'espagnol, dans 81,1 % des cas l'aymara et dans 8 % des cas le quechua.

⁴ Source : Centre latino-américain et caribéen de démographie (CELADE).

Les communautés de Chili Chambilla et Jatucachi sont les plus importantes avec un nombre total de 150 familles environ, alors que celles de San José de Yungo, de Sico Pomaoca et Chila Pucará comptent entre 100 et 120 familles. Dans les cinq localités, le questionnaire a été appliqué respectivement à un total de 31, 33, 35, 53 et 51 familles.

Localisation des communautés enquêtées dans la région du lac Titicaca (Pérou et Bolivie)



1. Sico Pomaoca
2. San José de Llungo
3. Chili Chambilla
4. Chila Pucará
5. Jatucachi

Sources : Données d'enquête 2015-2016 (R. Cavagnoud)

Photo 1. Réunion de coordination et de présentation du projet dans la communauté de San José de Llungo



Source : Derechos Humanos y Medio Ambiente (DHUMA)

Photo 2. Application du questionnaire dans la communauté de Chila Chambilla



Source : Derechos Humanos y Medio Ambiente (DHUMA)

Caractérisation socio-économique des familles enquêtées

Activités économiques des familles

Les résultats de l'enquête donnent les informations suivantes concernant les types d'activité occupant les familles dans les cinq communautés rurales enquêtées.

Tableau 1. Nombre et type des activités économiques des familles enquêtées par ordre d'importance (en %)

Activités économiques	Nombre et ordre d'importance				Total
	1	2	3	4	
Agriculture	44,3	36,5	2,0	0,0	82,8
Élevage de troupeaux	49,3	45,3	0,5	0,0	95,1
Animaux de basse-cour	0,5	0,5	32,0	3,9	36,9
Pêche	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5
Artisanat	3,0	3,9	6,9	2,0	15,8
Commerce	0,0	0,5	1,5	0,0	2,0
Autres	1,5	1,0	2,0	1,5	5,9
Total	99,0	87,7	44,8	7,4	/

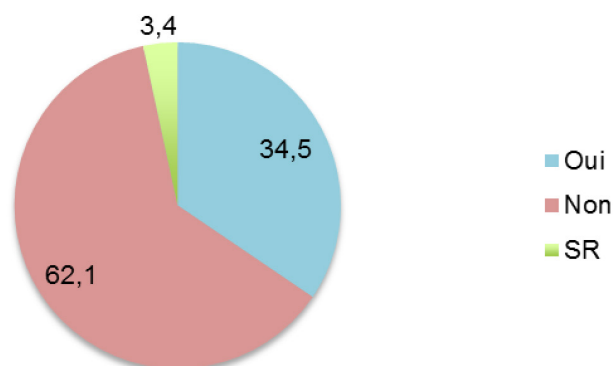
Source : Enquête de terrain 2015 et 2016 (INTE-PUCP, DHUMA, n = 203)

On observe que 95,1 % des familles ont une activité liée à l'élevage de troupeaux (vaches, lamas, alpacas, moutons) et que 82,6 % d'entre elles vivent également de l'agriculture (pommes de terre, carottes, fèves, etc.). Ces deux résultats montrent le profil majoritaire des familles de l'échantillon, décrivant une poly activité basée sur une combinaison entre l'élevage et l'agriculture. L'élevage d'animaux de basse-cours (poules, canards, cochons d'Inde) occupe également 36,9 % des familles et apparaît davantage comme une activité d'appoint. Concernant le nombre d'activités de chaque famille, 87,7 % occupent au moins deux activités (l'élevage et l'agriculture) et 44,8 % en ont trois (les deux premières citées et l'élevage d'animaux de basse-cours). L'artisanat et le commerce sont des activités qui ne concernent respectivement que 15,8 % et 2 % des familles enquêtées. D'autres résultats de l'enquête permettent par ailleurs de remarquer que 76,6 % des familles possèdent entre 1 et 10 parcelles, ce qui les classe dans la catégorie des petits propriétaires terriens. Seul 5,5 % des familles ont plus de 30 parcelles dans les cinq communautés étudiées.

Niveau de vie des ménages

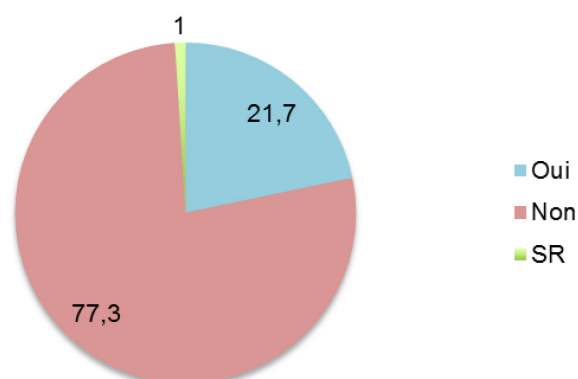
Les trois graphiques présentés plus bas donnent des informations précieuses afin de décrire le niveau de vie générale des familles enquêtées.

Figure 1. Régularité des revenus des familles enquêtées (en %, n = 203)

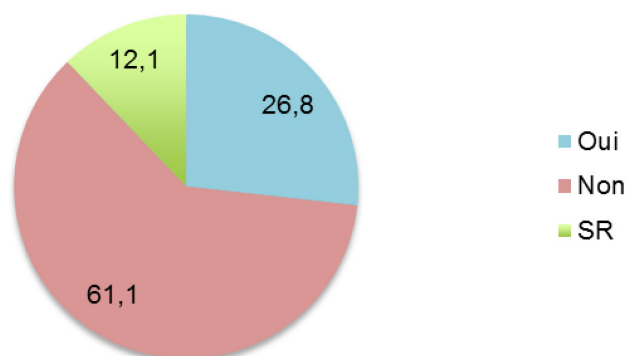


Source : Enquête de terrain 2015 et 2016 (INTE-PUCP, DHUMA)

Figure 2. Suffisance des revenus pour assurer les besoins alimentaires de tous les membres de la famille (en %, n = 203)



Source : Enquête de terrain 2015 et 2016 (INTE-PUCP, DHUMA)

Figure 3. Suffisance des revenus de la famille pour assurer les frais d'éducation de tous les enfants (en %, n = 203)

Source : Enquête de terrain 2015 et 2016 (INTE-PUCP, DHUMA)

Ces chiffres montrent à la fois que les familles enquêtées connaissent une irrégularité dans leurs revenus (62,1 %), lesquels s'avèrent insuffisants pour couvrir les besoins alimentaires de tous leurs enfants (77,3 %) et leurs frais éducatifs comme les dépenses liées à leur scolarité (61,1 %). Ces trois critères ont été retenus pour montrer le niveau de précarité important des ménages étudiés et les différentes formes de vulnérabilités qu'ils connaissent sur les plans sociaux et économiques sans aborder, pour l'heure, la question environnementale.

Types d'habitat

Concernant le type de matériel utilisé par les familles dans la construction de leur habitat, il s'agit dans la grande majorité d'une utilisation seule de l'adobe consistant en un mélange d'argile, de sable et de paille mis en moule sous forme de briques puis séché au soleil pour obtenir un aspect consolidé. Ces briques sont ensuite utilisées par les familles pour la construction des murs et des plafonds des habitations dans les zones rurales de l'altiplano et certains quartiers populaires des villes. Aucune famille de l'échantillon n'a donc recours à la brique moderne ou autres moellons pour la construction de leur maison mais à ce matériel traditionnel dans les campagnes andines.

Tableau 2. Types de matériel utilisés pour la construction de l'habitant (n = 203)

Type de matériel de l'habitat	%
Adobe	97,5
Pierre	2,5
Total	100

Source : Enquête de terrain 2015 et 2016 (INTE-PUCP, DHUMA).

Seuls 21,5 % des familles déclarent par ailleurs avoir réalisé des travaux d'amélioration de leur habitat au cours de la dernière année. Ces travaux concernent essentiellement le renforcement des murs avec un mélange de paille et de boue ou du ciment, la construction d'une nouvelle pièce, le remplacement d'un toit en adobe par des panneaux en tôle ou la pose de peinture sur les murs extérieurs. Enfin, il convient de faire remarquer que 88,2 % des ménages interrogés possèdent l'électricité et 70 % ont accès à un service d'eau au sein de leur domicile, alors que les 30 % sans ce service ont recours à un puits sur le terrain pour assurer un accès à l'eau.

Possession d'une seconde résidence

Une proportion significative des ménages interrogés (37,9 %) déclare être en possession d'un second logement. Ces résidences « secondaires » ne se concentrent pas dans un lieu particulier de la région, ni en milieu urbain, mais sont éparpillées dans un ensemble de communautés rurales environnantes. Quant à l'utilisation de ces résidences, deux tendances se distinguent assez nettement. La première concerne une utilisation comme espace ressources et d'appui pour les activités agricoles et d'élevage de la famille (dépôt d'outils, écurie et étable pour les animaux d'élevage, entrepôt des semences et des produits récoltés, refuge pendant la saison des pluies). La seconde touche à la scolarisation des enfants qui peuvent s'appuyer sur cette résidence pour dormir à proximité du collège dans le cas d'une poursuite de leur scolarité dans l'enseignement secondaire. Cet habitat sert alors à mettre en œuvre des projets de migration scolaire pour les enfants de la famille. Seul un cas de l'échantillon utilise cette résidence pour toucher un loyer et compléter ses revenus. Malgré ces quelques résultats, la mise en place par les familles de systèmes de multi-résidence entre la communauté rurale d'origine et une autre localité située en zone à la fois urbaine ou rurale n'est pas évidente dans l'échantillon étudié. Elle ne semble en tout cas pas pensée comme une stratégie de mobilité et un espace ressources donnant lieu à une migration circulaire utilisée en fonction des saisons, des opportunités de travail et de diversification de revenus au sein du budget du ménage.

Les contraintes environnementales affectant les familles

Types de problème en présence

Les problèmes environnementaux les plus récurrents dans les communautés étudiées sont liés à la fois aux épisodes de froid et de sécheresse ainsi que les épidémies et maladies végétales, les chutes de grêle et la pollution de la terre et/ou de l'eau, lesquels affectent sans exception la production agricole. Le tableau 3 comporte une lecture à la fois horizontale et verticale. Il montre à la fois l'importance de chacune des contraintes citées par les membres du ménage sur leurs conditions de vie quotidiennes ainsi que la fréquence dans le nombre de contraintes citées par les mêmes familles dans l'échantillon.

Sur chaque problème environnemental en présence, on remarque que le froid et la sécheresse sont cités par toutes les familles des communautés enquêtées. 61,6 % d'entre elles placent le froid comme contrainte la plus importante, suivie de la sécheresse dans 32 % des cas. Les épidémies et maladies végétales qui entraînent une perte des récoltes (pommes de terre, etc.) occupent également une place importante dans les réponses. Notons par ailleurs que les familles citent les chutes de grêle, la pollution et les éclairs ou orages comme contraintes environnementales ayant des conséquences sur leur mode de vie (destruction de matériels électro-ménagers, etc.). D'autre part, une lecture verticale des résultats permet d'observer que toutes les familles citent au moins un problème environnemental et que la grande majorité d'entre elles (75,9 %) en mentionne au moins trois.

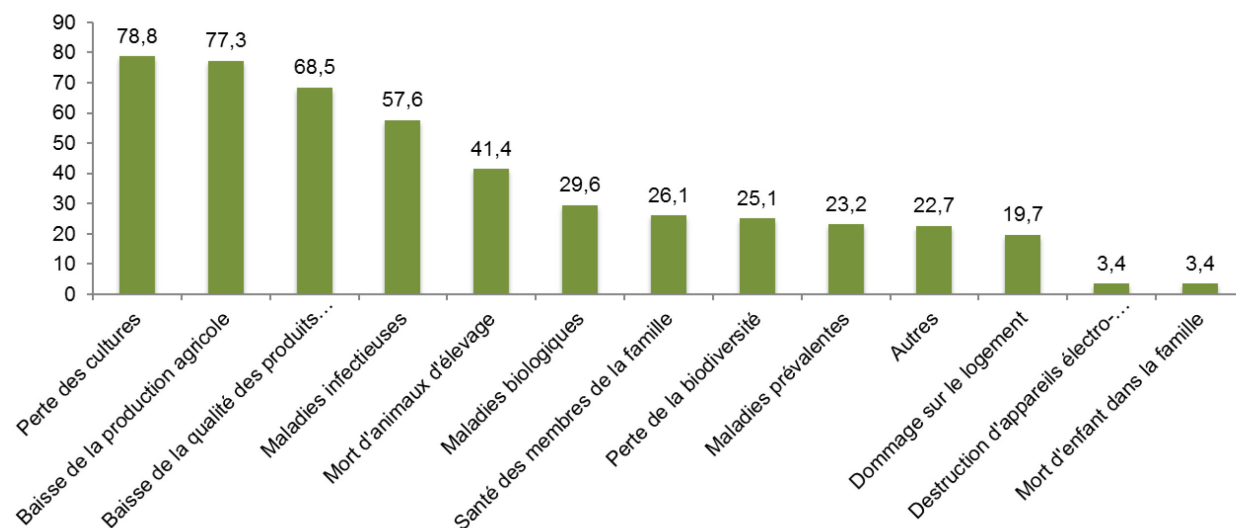
Tableau 3. Contraintes environnementales citées par les familles selon ordre d'importance (en %, n = 203)

Contraintes environnementales	Ordre d'importance								Total
	1	2	3	4	5	6	7	8	
Sécheresse	32	33,5	25,6	7,4	1	0,5	0	0	100
Froid	61,6	34	3,4	1	0	0	0	0	100
Épidémies et maladies végétales	3,4	12,3	23,2	7,4	0,5	0	0	0	46,8
Chutes de grêle	2	11,3	5,9	2,5	1	0	1	0	23,6
Pollution de la terre et/ou de l'eau	0	1,5	4,4	5,4	3	0,5	0	0	14,8
Tempête	0,0	3	5,4	2,5	1	0,5	0	0	12,3
Inondation	0,5	1,5	2,5	2,0	0	0,5	0,5	0	7,4
Éclair/orage	0,5	0	3,0	1,5	0	0,5	0	0,5	5,9
Neige	0,0	0	2,5	0,5	0	0	0	0	3
Déforestation	0,0	0	0	0,5	0	0,5	0	0	1,5
Total	100,0	97,0	75,9	30,5	6,4	3,0	2,0	0,5	/

Source : Enquête de terrain 2015 et 2016 (INTE-PUCP, DHUMA).

Conséquences des contraintes observées

À la suite de ces problèmes environnementaux, les familles témoignent d'un ensemble de conséquences plus ou moins graves liées à ces contraintes dans leur communauté rurale d'origine et présentées dans la figure 4.

Figure 4. Conséquences des problèmes environnementaux citées par les familles (en %, n = 203)

Source : Enquête de terrain 2015 et 2016 (INTE-PUCP, DHUMA)

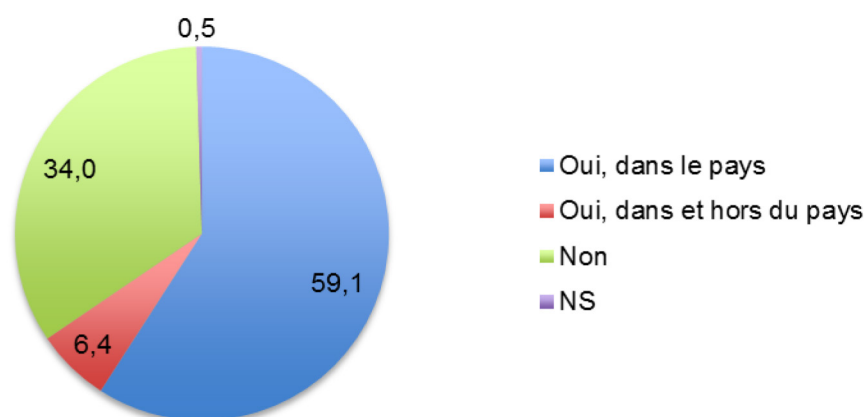
Les conséquences des problèmes environnementaux cités par les familles concernent en premier lieu la production agricole avec à la fois une baisse des cultures (78,8 %), une baisse de la production (77,3 %) ou de la qualité des produits (68,5 %). Une grande majorité des ménages enquêtés dans les cinq communautés témoignent donc d'une vulnérabilité environnementale inscrite et ressentie dans l'évolution même de leur niveau de vie. Les principaux problèmes cités induisent une diminution des produits issus de l'agriculture destinés à la consommation domestique et à la commercialisation sur le marché régionale, entraînant une baisse de revenus issus de ce secteur d'activité qui, rappelons-le, est le plus important dans le budget de ces familles.

Mobilité et réponses aux contraintes environnementales

Résidence de membres de la famille hors de la communauté rurale d'origine

Concernant la présence de membres de la famille hors de la communauté rurale d'origine, l'enquête fournit les résultats suivants.

Figure 5. Résidence de membres de la famille hors de la communauté (en %, n = 203)



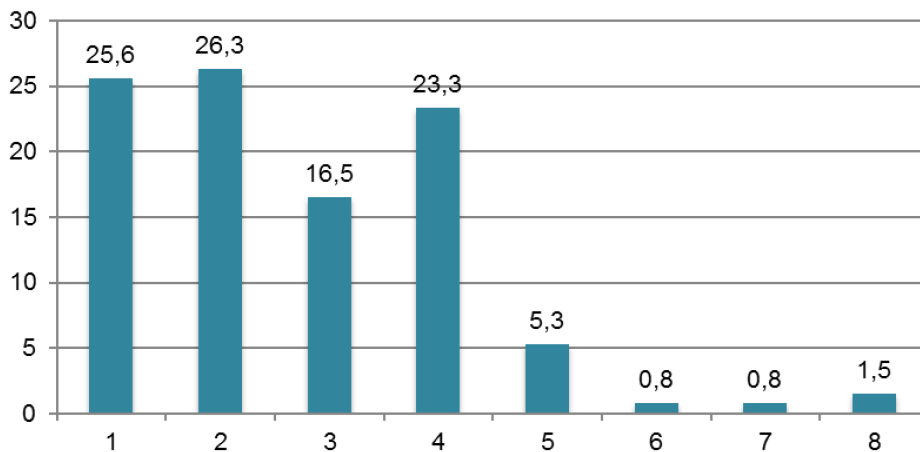
Source : Enquête de terrain 2015 et 2016 (INTE-PUCP, DHUMA)

Près des deux tiers des familles interrogées déclarent avoir au moins un membre résidant actuellement hors de la communauté d'origine. Malgré leur départ, il est important de signaler que ces personnes sont considérées comme des membres à part entière de la famille et faisant partie intégrante de son organisation. Il ne s'agit donc pas d'individus ayant quitté leur localité d'origine pour former une famille d'orientation distincte de la famille de procréation même si dans plusieurs cas le départ de la communauté rurale est antérieur à plusieurs années.

Des proportions relativement équilibrées de familles ont à la fois entre 1, 2, 3 et 4 membres résidant hors de la communauté d'origine, celle la plus importante se situant à deux membres (26,3 %). Concernant les destinations migratoires, celles-ci sont assez diversifiées. Si environ deux tiers des migrants se répartissent entre Arequipa, deuxième ville du Pérou et située à environ 6 heures de bus des communautés étudiées, celle de Tacna, située sur la côte Pacifique à la frontière avec le Chili ainsi que Juliaca

et Puno, les deux principales villes du département de Puno, de nombreuses villes de taille moyenne et autres villages des provinces environnantes accueillent un nombre significatif de migrants.

Figure 6. Nombre par famille de membres résidant hors de la communauté rurale d'origine (en %, n = 133)



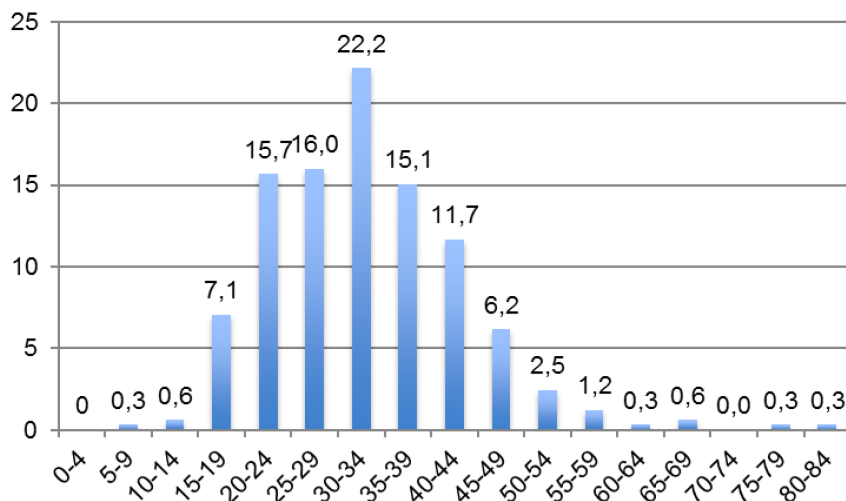
Source : Enquête de terrain 2015 et 2016 (INTE-PUCP, DHUMA)

On remarque ainsi une dispersion des membres des familles concernant une large majorité de l'échantillon. Il reste à voir si les choix de mobilité de ces personnes répondent à une recherche de solution afin d'atténuer les conséquences des problèmes environnementaux décrits plus haut. Avant d'aborder cet aspect central de notre étude, il convient de dresser un profil de l'ensemble des membres migrants des familles enquêtées (358 personnes au total).

Caractéristiques sociodémographiques des membres migrants

Il est intéressant d'observer dans un premier temps l'âge et le sexe des membres migrants des familles enquêtées.

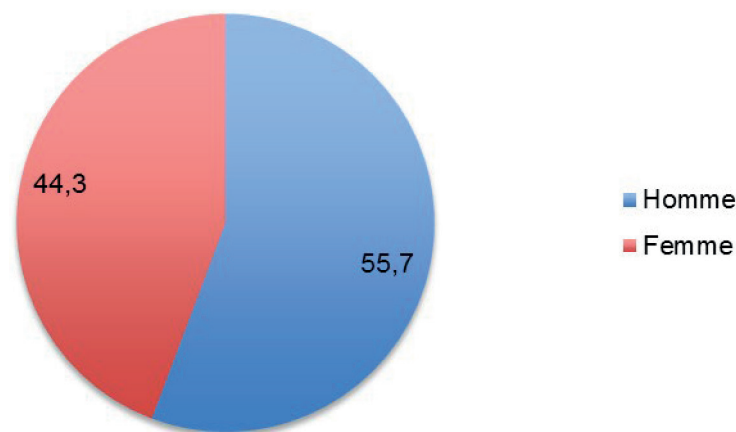
Figure 7. Groupes d'âges des membres migrants des familles enquêtées (en %, n = 358)



Source : Enquête de terrain 2015 et 2016 (INTE-PUCP, DHUMA)

Les résultats présentés sur ce graphique montrent que les membres migrants sont relativement jeunes, se situant majoritairement dans les groupes d'âges des 20-24 ans (15,7 %), 25-29 ans (16 %) et 30-34 ans (22,2 %). Ces trois groupes d'âges rassemblent en effet 53,8 % des membres migrants. Les membres migrants se situant dans les groupes d'âges démographiquement dépendants (moins de 15 ans et plus de 65 ans) sont extrêmement faibles, ce qui indique que les migrants enregistrés dans l'enquête se situent donc très majoritairement dans les groupes d'âges correspondants essentiellement à la période d'activité professionnelle. De ce fait, on note peu d'enfants migrant pour des raisons scolaires et encore moins de personnes âgées s'installant hors de leur localité d'origine pour des questions de soin et de proximité avec les services de santé.

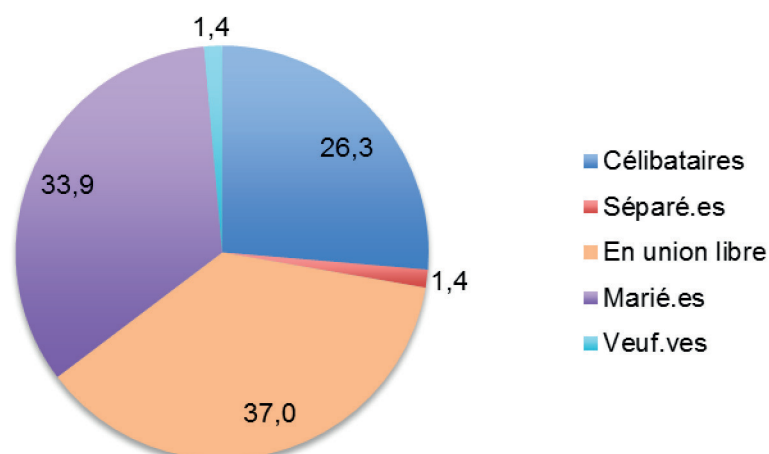
Figure 8. Sexe des membres migrants des familles enquêtées (en % n = 358)



Source : Enquête de terrain 2015 et 2016 (INTE-PUCP, DHUMA)

Une légère majorité des migrants des familles enquêtées dans les cinq communautés rurales sont des hommes (55,7 %) mais il ne s'agit pas là d'une tendance marquée dans le sexe des membres migrants des familles enquêtées.

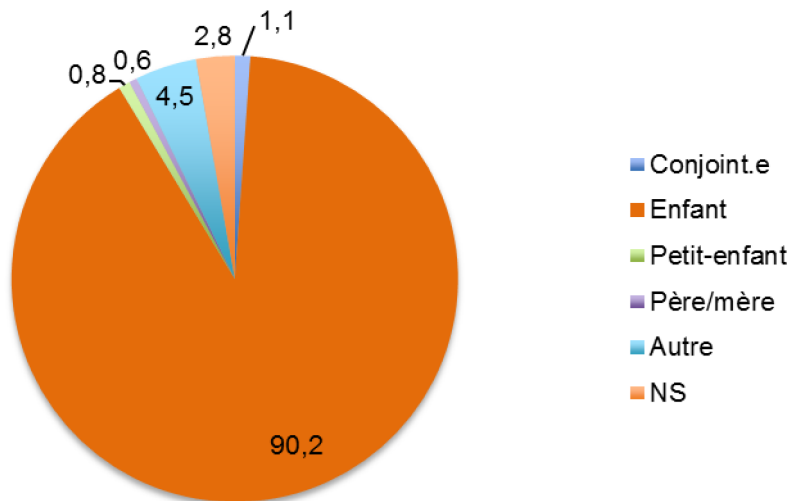
Figure 9. Statut civil des membres migrants des familles enquêtées (n = 358)



Source : Enquête de terrain 2015 et 2016 (INTE-PUCP, DHUMA)

Les résultats présentés plus haut ont montré que dans leur très grande majorité les migrants ayant quitté leur communauté rurale d'origine sont des adultes de 20 ans et plus. Concernant leur situation maritale, la figure 9 ne permet pas de distinguer un statut civil dominant puisque l'on trouve des proportions assez proches de personnes célibataires (26,3 %), mariées (33,9 %) ou en union libre (37 %). À l'inverse, le graphique présentée plus haut montre un résultat tout à fait marqué quant au lien de parenté qu'entretiennent les membres migrants avec le reste de leur famille dans la communauté d'origine. En effet, dans plus de 90 % des cas enregistrés au cours de l'enquête, les membres migrants sont des enfants du « chef » de ménage dans la localité d'origine. Ce résultat indique que les migrations concernent donc les membres les plus jeunes des familles comme l'a déjà suggéré la figure 7 présentée plus haut.

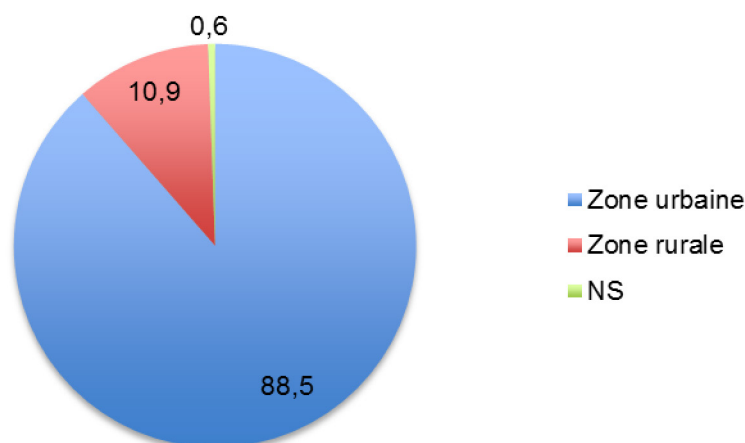
Figure 10. Statut civil des membres migrants des familles enquêtées (en %, n = 358)



Source : Enquête de terrain 2015 et 2016 (INTE-PUCP, DHUMA)

Par ailleurs, le graphique suivant montre une autre tendance nette des résultats en rapport avec le lieu de résidence des membres migrants des familles qui résident dorénavant, dans plus de 90 % des cas, en milieu urbain.

Figure 11. Zones de résidence des membres migrants des familles enquêtées (en %, n = 358)



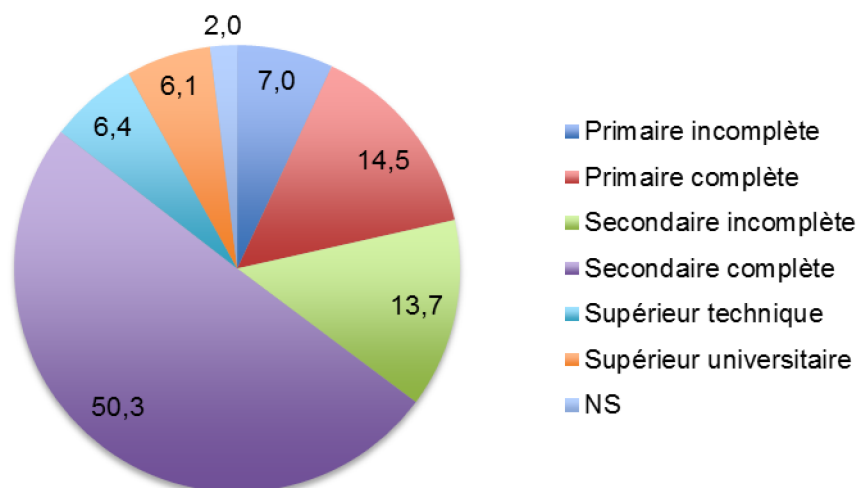
Source : Enquête de terrain 2015 et 2016 (INTE-PUCP, DHUMA)

L'enquête met donc en évidence des migrations relativement courante des campagnes en direction des villes (Rodríguez Doig, 1999). Les jeunes migrants ont quitté leur communauté rurale d'origine pour rejoindre les capitales régionales comme Arequipa, Puno, Juliaca, Moquegua et Tacna, situées à plusieurs heures de bus et se caractérisant comme pôles urbains régionaux relativement attractifs d'un point de vue économique. Dans une moindre mesure, certains jeunes s'aventurent dans une migration vers des villes plus lointaines comme Lima voire La Paz ou El Alto, en Bolivie.

Scolarité et marché du travail

Les résultats de l'enquête montrent plus bas que les membres migrants des familles enquêtées dans les cinq communautés rurales ont un niveau scolaire moyen équivalent à l'achèvement de l'enseignement secondaire sans études supérieures, techniques ou universitaires (50,3 % de l'échantillon).

Figure 12. Niveau scolaire et d'études des membres migrants des familles enquêtées (en %, n = 358)

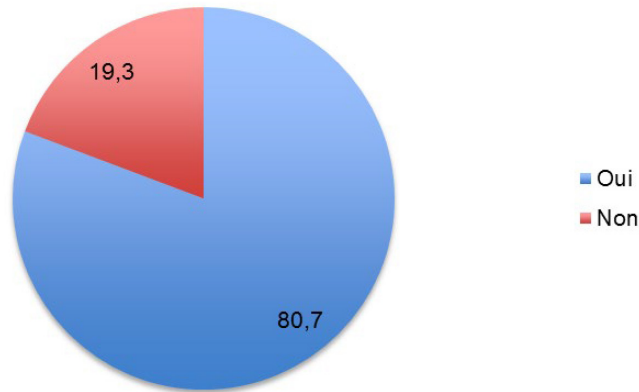


Source : Enquête de terrain 2015 et 2016 (INTE-PUCP, DHUMA).

Ce chiffre est en fait difficilement interprétable car, s'il montre que plus de la moitié de l'échantillon des migrants ont bien achevé le collège, plus du tiers de cette population de jeunes migrants ont un niveau scolaire inférieur à l'achèvement du collège, ce qui les place dans une situation de vulnérabilité dans leur intégration dans le marché du travail formel, à savoir avec un contrat stable et des droits sociaux. Le graphique suivant montre que plus de 80 % des migrants enregistrés au cours de l'enquête intègre la Population économiquement active (PEA) mais ce chiffre ne reflète pas la qualité de l'insertion de ces jeunes sur le marché du travail.

Les emplois occupés par les jeunes migrants se concentrent essentiellement dans les secteurs du bâtiment et de la maçonnerie, du commerce ou de la vente ambulante, dans l'encaissement des billets dans les bus, la mécanique automobile, le transport, l'électricité, la restauration, la cuisine et les activités domestiques rémunérées pour les femmes notamment. Certains travaillent également comme professeurs dans l'enseignement public et d'autres ont développé leur entreprise dans le textile ou la cordonnerie.

Figure 13. Intégration de la Population économiquement active (PEA) par les membres migrants des familles enquêtées (en %, n = 358)

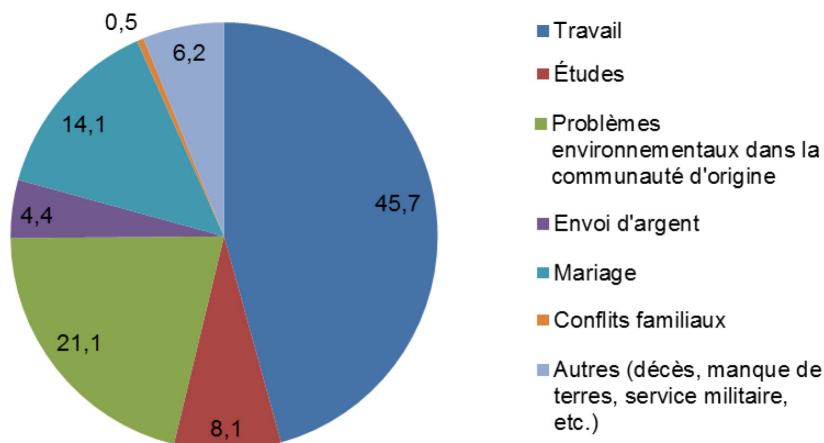


Source : Enquête de terrain 2015 et 2016 (INTE-PUCP, DHUMA)

Motifs de la migration

Sur l'ensemble de l'échantillon des membres migrants, les motifs et objectifs de la migration peuvent être présentés de la façon suivante (figure 14). On observe que dans une majorité de cas (45,7 %), les membres de la famille qui ont fait le choix de la migration ont été motivés par des objectifs de travail et d'emploi hors de la communauté rurale d'origine. Il s'agit donc dans une large mesure de migration de travail des campagnes vers les villes. Par ailleurs, on remarque que le facteur environnemental n'arrive qu'en deuxième position des objectifs de migration (21,1 %). Cela ne signifie pas que les problèmes environnementaux ne soient pas en lien avec les projets professionnels sur lesquels se basent les décisions migratoires des jeunes dans les communautés rurales étudiées. Il n'empêche que ce facteur n'apparaît pas comme celui le plus évident et spontané dans les réponses des familles pour expliquer le choix de mobilité de leurs enfants vers les villes du département de Puno ou situées à proximité de celui-ci. Enfin, il est intéressant de remarquer que les objectifs d'études à partir de la migration sont relativement peu présents dans les résultats de l'enquête (8,1 %) et se situent bien en-deçà du choix migratoire pour cause d'union matrimoniale (14,1 %).

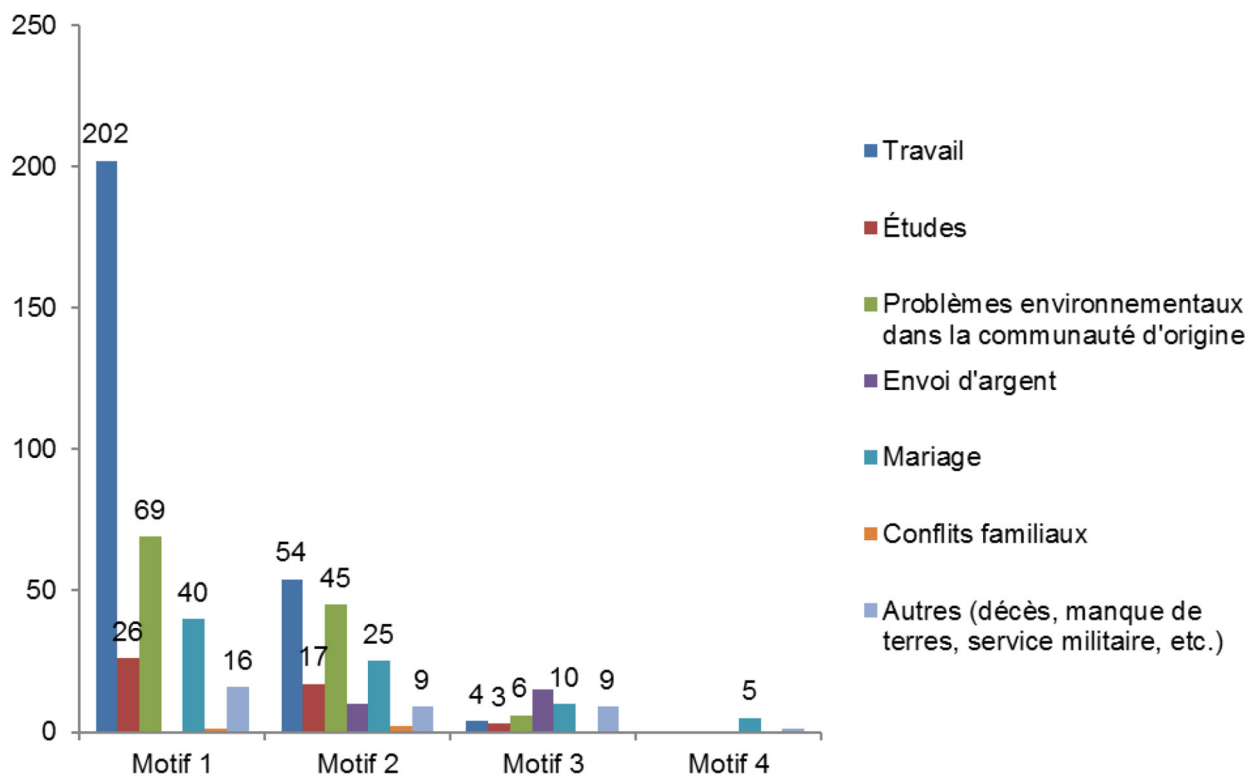
Figure 14. Motifs du départ de la communauté d'origine cités par les familles enquêtées (n = 133)



Source : Enquête de terrain 2015 et 2016 (INTE-PUCP, DHUMA)

Si l'on considère maintenant les motifs de départ selon leur ordre d'importance du point de vue des membres de la famille restant dans la communauté d'origine, on remarque que la question du travail arrive largement en tête avec, en valeur absolue, 202 réponses sur 364 enregistrées, pour expliquer la migration des jeunes. Le facteur environnemental apparaît en deuxième position, devant le mariage et les études, mais nettement en retrait par rapport à la question du travail.

Figure 15. Motifs du départ des membres migrants par ordre d'importance (1 à 4), cités par les membres de la famille non migrants (en valeur absolue, n = 358)



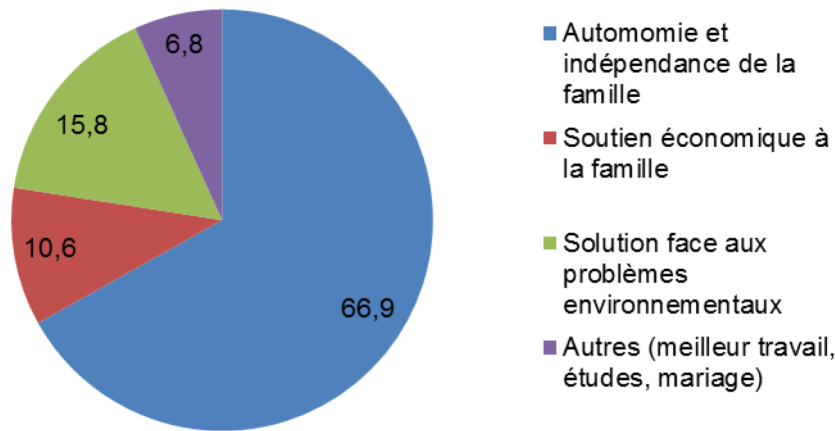
Source : Enquête de terrain 2015 et 2016 (INTE-PUCP, DHUMA)

La figure 15 montre par ailleurs que les membres non migrants citent en majorité un seul motif (« motif 1 ») pour expliquer le choix migratoire des membres de leur famille.

Enfin, concernant l'objectif du départ de la communauté rurale, le graphique suivant montre une continuité avec les résultats antérieurs puisque dans plus des deux tiers des cas (66,9 %), les jeunes ont décidé de quitter leur localité d'origine pour une quête d'autonomie et d'indépendance vis-à-vis de leur famille. Là encore, l'objectif consistant à trouver une solution face aux problèmes environnementaux dans la communauté rurale où résident leurs parents apparaît nettement en retrait (15,8 %).

Le désir d'autonomie personnelle en lien avec l'âge des migrants (20-35 ans en majorité) est principalement à l'origine du projet migratoire de ces derniers. Contrairement à ce qui pouvait éventuellement être appréhendé, il ne s'agit que dans une très faible proportion de migrants « environnementaux » mais plus ordinairement de jeunes à la recherche de meilleures opportunités professionnelles et d'une voie d'ascension sociale à travers la mobilité vers les territoires urbains.

Figure 16. Objectif du départ de la communauté d'origine selon les familles enquêtées (en %)



Source : Enquête de terrain 2015 et 2016 (INTE-PUCP, DHUMA)

Envoi de remises selon les motifs de départ

Sur l'ensemble de l'échantillon, 65,5 % des membres migrants n'envoient ni argent ni vivres à leur famille dans la communauté d'origine. Seuls 29 % d'entre eux envoient de l'argent et 4,6 % des vivres et produits divers. Parmi les personnes qui envoient des remises à leur famille, celles-ci s'établissent en moyenne à 84 sols par mois (environ 22 euros).

Tableau 4. Envoi de remises et/ou autres biens selon le motif de départ des migrants de leur communauté rurale (en %, n = 358)

Motifs de départ	Argent	Vivres et produits	Argent et vivres	Rien	Total
Travail	36,4	1	0,5	62,1	100
Études	16	0	0	84	100
Problèmes environnementaux	23,2	14,5	2,9	59,4	100
Mariage	13,1	5,3	0	81,6	100
Autres	20	13,3	0	66,7	100
Total	29	4,6	0,9	65,5	100

Source : Enquête de terrain 2015 et 2016 (INTE-PUCP, DHUMA)

Il est intéressant d'observer la variable de l'envoi de remises des jeunes migrants en fonction de l'objectif de leur projet migratoire. On note que dans tous les motifs de départ, l'absence de l'envoi de remises est très largement majoritaire, en particulier dans les cas de migration pour cause de mariage (81,6 %) et d'études (84 %). Les migrants étant partis pour une question de travail ou ceux répondant à des problèmes environnementaux dans leur communauté d'origine envoient, toutes proportions gardées, plus régulièrement une somme d'argent mensuel à leur famille : 36,4 % pour les premiers et 23,2 % pour les seconds. Pourtant, ces résultats montrent que nous sommes loin d'une organisation familiale centrée sur la migration comme stratégie d'adaptation aux contraintes environnementales rencontrées dans les zones rurales autour du lac Titicaca.

Conclusion

Les résultats présentés dans ce travail montrent que les migrations depuis les communautés rurales situées autour du lac Titicaca impliquent en majorité des jeunes de 20 à 35 ans à la recherche d'un travail rémunéré et a priori à de meilleures conditions de vie en milieu urbain. Malgré les problèmes et contraintes environnementales affectant leur famille dans la communauté d'origine, les membres migrants ne sont pas apparentés à des migrants environnementaux mais se présentent plus simplement comme des jeunes à la recherche de projets de vie alternatifs à ceux dominants en zones rurales, associés à l'agriculture de subsistance. Il semble que le niveau de vulnérabilité environnementale observé dans cette enquête, significatif mais peu critique, explique la faible proportion de jeunes dont la migration est motivée par une question écologique.

Par ailleurs, les résultats soulignent deux dimensions aidant à mieux comprendre les dynamiques migratoires dans le contexte des communautés andines proches du lac Titicaca : la recherche de meilleures conditions d'existence et les cycles de vie. La première est associée aux opportunités socioéconomiques recherchées par les migrants pour une plus grande satisfaction de leurs besoins élémentaires en termes d'emploi, d'éducation, de services et de consommation, entre autres. La recherche d'une offre éducative hors du milieu rural, en particulier à travers l'éducation supérieure, est une variable non marginale dans le choix des jeunes. Parallèlement, la seconde dimension montre que l'âge et la situation familiale des migrants sont des facteurs de première importance pour comprendre leur option migratoire. Le fait d'avoir terminé l'éducation secondaire et de faire partie de la population économiquement active agit comme déterminant dans la recherche de meilleures conditions de travail hors de la localité d'origine, à différence de personnes plus âgées qui ont tendance à ne pas considérer cette option comme la plus pertinente... De fait, l'âge peut être compris comme un facteur d'expulsion, *a fortiori* si les frères ou pairs originaires de la même communauté ont déjà pris la décision de migrer pour des questions d'emploi et/ou d'éducation. Sur ce point, certains auteurs parlent même d'une migration « d'aventure » (Lewandowski, Urquieta et Cavagnoud, 2018).

Enfin, si les résultats de l'enquête montrent clairement la répartition des membres de la famille entre au moins deux domiciles et la réorganisation du travail et des responsabilités entre la campagne et la ville, la question spécifique de la multi-résidence ne pourra être approfondie que grâce à l'examen d'entretiens avec les membres migrants et non migrants des familles. Des biographies familiales à travers deux ou trois générations pourraient d'ailleurs être envisageables afin d'observer les évolutions des modes d'adaptation et des stratégies résidentielles au fil des âges et des cycles de vie au sein des familles paysannes.

Bibliographie

- Altamirano T. 2014. *Refugiados ambientales. Cambio climático y migración forzada*, Lima, Fondo Editorial de la PUCP, 226 p.
- Amat y León C. 2008. *Cambio climático no tiene fronteras : impacto del cambio climático en la Comunidad Andina*, Lima, CAN, 35 p.
- Chaléard J.-L., Mesclier É. 2010. Introduction. Land question and Territorial dynamics in the Countries of the South : new links, new approaches, *Annales de géographie*, 676, 587-596.

- Charbonneau M. 2009. Gestion des ressources et peuplement des espaces pastoraux au défi de la modernité. Le cas des pasteurs de la puna péruvienne, POINSOT Y. (dir.), *Géographie-Aménagement*, Université de Pau et des Pays de l'Adour, 629 p.
- Cortes G., Fréguin-Gresh S., Guétat-Bernard H. 2014. *Les systèmes familiaux multi-localisés : un modèle d'analyse original des ruralités aux Suds*, Document de travail ART-Dev 12, 13 p.
- Ellis F. 1997. Household Strategies and Rural Livelihood Diversification, *The Journal of Development Studies*, 35(1), 1-18.
- Giec. 2014. *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability*, 44 p.
- Godard H., Sandoval G. (éds.). 2008. *Migración transnacional de los Andes a Europa y Estados Unidos*, Lima, IFEA, IRD, PIEB, 250 p.
- Hugo G. 2008. *Migration, Development and Environment*, Genève, OIM, 63 p.
- Janin P., De Suremain C.-É. 2012. L'insécurité alimentaire : dimensions, contextes et enjeux, in : Cambrézy L., Petit V. (éds.) *Population, mondialisation et développement : la fin des certitudes ?*, Paris, La Documentation Française, 147-167.
- Kaenzig R., Pigué É. 2011. Migration et changement climatique en Amérique latine : quels enjeux, *VertigO*, 11(3).
- Lewandowski S., Urquieta P., Cavagnoud R. 2018. Trayectorias infantiles y juveniles en la Amazonia boliviana. Educación, trabajo y moviidades rural/urbanas en el Beni. *Bolivian Research Review*, 13(1), 75-100.
- Myers N. 2002. Environmental refugees : a growing phenomenon of the 21st century, *Royal Society Review*, 357, 609-613.
- Piñeiro R. C., Acosta F., Zepeda E. Y. 2015. Enfoques teóricos, hipótesis de investigación y factores asociados a la migración interna. In PIÑEIRO R. C. & ACOSTA F. (coord.) *Migración Interna en México : Tendencias recientes en la movilidad interestatal* (pp. 19-55). Tijuana : Colegio de la Frontera Norte.
- Programme alimentaire mondial. 2014. *Atlas de Seguridad Alimentaria, Desastres y Cambio Climático*, PAM.
- Rodríguez Doig E. 1999. Entre el campo y la ciudad : estrategias migratorias frente a la crisis, In : *Estrategias de supervivencia y seguridad alimentaria en América Latina y en Africa*, Buenos Aires, CLACSO, 125-205.
- Stark O., Bloom D. 1985. The new economics labor migration. *Frontiers in Demographic Economics*. 75(2), 173-178.
- Véron J., Golaz V. 2015. Les migrations environnementales sont-elles mesurables ?, *Population & Sociétés*, 522, INED, 2015.